

Déclaration de l'UNSA-EDUCATION

au CTPA du 17 janvier 2011

Monsieur le Recteur,

Subterfuge pour ne pas dire supercherie. Voilà les mots qui sont venus à l'esprit des militants de l'UNSA-Education lorsqu'ils ont pris connaissance des documents préparatoires pour ce CTPA. Nous comprenons bien les difficultés de l'administration à trouver des arguments un tant soit peu crédibles pour pouvoir présenter, sous un angle favorable, la politique d'anéantissement du service public d'éducation, ce qui vous amène à utiliser un ensemble de documents qui repassent les plats de la démographie, du rééquilibrage, plats indigestes, assaisonnés à la sauce des fiches Chatel, et auxquels plus personne ne peut goûter. Nous y reviendrons au cours de cette réunion.

Il est vrai que plus rien ne peut justifier cette politique mise en œuvre depuis de trop longues années et qui n'a épargné aucun secteur : service administratif, santé scolaire, enseignement et vie scolaire. Chacun sait ici que l'Etat est prêt à recourir à tous les moyens pour que soit appliquée avec zèle sa politique néfaste. N'est-ce pas le but des primes très généreuses accordées aux recteurs alors que, dans le même temps, les fonctionnaires verront leur salaires diminuer. C'est scandaleux !

Pour l'UNSA-Education, si tout n'est pas qu'une question de moyens, nous avons aujourd'hui atteint un seuil qui non seulement rend impossible l'amélioration de notre système éducatif mais au contraire vise à sa détérioration. Malgré ses caractéristiques sociales bien connues, notre académie est ainsi frappée durement : - 347 postes d'enseignants dont - 149 postes dans le premier degré et - 198 postes dans le second degré, auxquels il faut ajouter le retrait de 16 postes administratifs.

Il y a pourtant urgence à stopper une dégradation qui se lit dans bon nombre d'enquêtes. Selon la DPE, 17,5% des élèves quittent le collège en grande difficulté. L'enquête PISA rend compte d'un système éducatif français particulièrement sélectif. L'UNSA-Education, attachée à la démocratisation de l'école, continue de soutenir un ensemble de dispositifs à même d'améliorer la réussite d'un nombre d'élèves toujours plus grand, quelle que soit leur origine sociale. Il pourrait en être ainsi du socle commun dans le cadre de la scolarité obligatoire, idem avec un lycée rénové qui laisserait davantage de place au suivi et au soutien des élèves. Mais notre ministère montre par ses choix et ses décisions qu'il se contrefiche de l'amélioration de notre système éducatif.

Pour preuve, la formation des enseignants aujourd'hui moribonde, se verra porter le coup fatal à la rentrée 2011, y compris dans notre académie.

Dans la même ligne, socle commun et lycée rénové ne seront porteurs que de désillusions par manque de volontarisme politique. La mise en place d'un enseignement centré sur la « prise en charge des besoins spécifiques des élèves », ce que propose pourtant la politique académique de formation continue, ne restera que du ressort du bricolage où chacun essaiera de mettre en place ce qu'il peut, comme il peut. Comment exiger des enseignants la mise en place de pratiques rénovées quand leurs conditions de travail se détériorent, par l'augmentation continue du nombre d'élèves par classe, par l'augmentation du volume d'heures supplémentaires qui dépasse désormais les 10% du volume de la dotation quand une part grandissante d'entre eux sont soumis à la précarité ?

Dans un tel contexte, L'UNSA-Education refuse que l'on fasse porter le chapeau de l'échec scolaire aux enseignants. Ce serait une marque de mépris supplémentaire qui s'ajouterait à une liste déjà bien trop longue.

Ce mépris vis-à-vis des enseignants se lit également dans la façon dont sont conduites les réformes et celle concernant la voie technologique en est un parfait exemple. L'UNSA-Education ne peut que relayer l'inquiétude des collègues qui n'ont reçu aucune information précise sur leur devenir professionnel.

Dans les établissements, les personnels subissent une pression constante. Ils ont de moins en moins le soutien de leur administration davantage préoccupée de statistiques, de moyennes et d'efficacité. L'UNSA-Education souhaite que l'administration à tous ses échelons adopte une gestion moins technocratique, qui soit davantage à l'écoute des réalités du terrain. A ce sujet, ce qui s'est passé au collège Guy Mareschal à AMIENS est éloquent.

Dans le domaine des réalités de terrain, invivables pour nos collègues, la disparition programmée de l'aide à la direction d'école est inacceptable. Il s'agit d'un véritable reniement du ministre concernant un protocole signé par un de ses prédécesseurs avec le seul SE-UNSA. Même si les députés ont voté un amendement pour abonder la ligne budgétaire des contrats aidés, le fléchage des postes pour l'aide à la scolarisation des enfants handicapés au détriment de l'assistance à la direction d'école ne saurait être satisfaisant. Une gestion des ressources humaines qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul est inadmissible et montre bien que notre ministère en est réduit à gérer la pénurie.

Ayant le sentiment d'être abandonnés et méprisés par leur employeur, les personnels de l'Education nationale ressentent comme une injustice supplémentaire les cadeaux faits aux établissements privés. Non seulement la

règle du cinquième dans la répartition du budget, pourtant favorable au privé, ne s'applique pas, mais, à l'initiative du désormais célèbre Monsieur Carle, ce sont 4,5 millions d'Euros directement puisés dans les crédits de l'école publique qui seront offerts aux établissements privés.

Donner toujours plus à ceux qui ont beaucoup et encore moins à ceux qui n'ont plus grand chose, voilà bien ce qui peut résumer toute la politique actuelle, en matière d'éducation comme en matière de politique sociale.

Les protestations contre une réforme des retraites portant les marques de cette politique ont amené une mobilisation unitaire, massive et continue sur plusieurs mois. Ce conflit social fort a fait la preuve que plus personne n'était dupe du discours dominant où la régression sociale est présentée comme inéluctable.

L'UNSA-Education avec son union l'UNSA a pris toute sa place dans ces mobilisations. Elle prendra toute sa place dans le collectif « Un pays, une école, son avenir » pour construire l'action unitaire du samedi 22 janvier et celles qui suivront. Pour l'avenir de notre école et de notre jeunesse, puisse le gouvernement entendre ce qui lui sera dit !